

CENTRE LOCAL DES SERVICES COMMUNAUTAIRES

D'HOCHELAGA-MAISONNEUVE

B I L A N 1975

DU

SERVICE D'ACTION COMMUNAUTAIRE

(texte provisoire)

Montréal, mars 1976

Diane Boyer
Jeanne-Mance Dubé
Françoise Laliberté
Gérald Larose
Jean-Robert Primeau

T A B L E D E S M A T I E R E S

INTRODUCTION..... p. 4

I. HISTORIQUE DE LA PRATIQUE DE L'ORGANISATION COMMUNAUTAIRE
DANS LE QUARTIER HOCHELAGA-MAISONNEUVE ET LES HYPOTHESES
DE TRAVAIL DU SERVICE D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU C.L.S.C.
HOCHELAGA-MAISONNEUVE 1975 p. 8

1. Histoire de la pratique de l'organisation communau-
taire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve..... p. 10

 A. Les acquis de l'organisation communautaire
 dans le quartier..... p. 10

 A.1. L'o.c. et l'intervention "service-curatif" p. 10
 A.2. L'o.c. et l'intervention "groupe-préventif" p. 11
 A.3. L'o.c. et "l'organisation de classe"..... p. 11

 B. Le Centre Communautaire, "combinaison et inter-
 action heureuse" des trois types de pratique de
 l'organisation communautaire..... p. 12

 C. L'acceptation du Bill '65 et ses conséquences..... p. 13

2. Hypothèses de travail du Service d'Action Communautaire
du C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve en janvier 1975..... p. 16

 A. Le front du travail p. 16

 B. Le front du quartier p. 16

 C. Le front de la condition des femmes p. 18

II. DESCRIPTION COMMENTEE DES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DU SERVICE D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU C.L.S.C. H-M 1975.....	p. 21
1. Investissements institutionnels	p. 21
A. le fonctionnement du Service D'Action Communautaire.	21
B. le comité de Régie	p. 22
C. les réunions du personnel	p. 22
D. les processus de sélection	p. 22
E. les relations avec les autres services	p. 22
F. les relations avec les C.L.S.C. en implantation.....	p. 23
G. les relations avec les institutions et autres.....	p. 23
2. Investissements professionnels	p. 24
A. la table de travail	p. 24
B. le regroupement des organisateurs communautaires.....	p. 25
C. le groupe de réflexion des visites à domicile	p. 25
3. Investissements - terrain	p. 27
A. Le front de la condition des femmes	p. 28
a. La lutte de la garderie	p. 29
b. Programme multidisciplinaire en planning	p. 30
B. Le front du travail	p. 32
a. Comité de Solidarité aux Luttes Ouvrières	p. 33
b. Solidarité avec les travailleurs de l'amiante..	p. 33
c. Comité de Coordination du regroupement des syndicats de l'Est.....	p. 34
d. Offensive contre les mesures anti-inflationnistes.	34
e. Conférence Internationale de Solidarité Ouvrière..	34
f. Programme multidisciplinaire de santé en milieu de travail	p. 35
C. Le Front du quartier	p. 37
a. Regroupement Scolaire d'Hochelaga-Maisonneuve..	p. 39
b. Les Clowns de ruelles	p. 39
c. "Les marchands de Ballounes".....	p. 39
d. R.C.M.	p. 40
e. A.C.E.F.	p. 40
f. C.A.C.	p. 40
g. S.E.F.	p. 41
h. Coopérative d'habitation	p. 41
i. Le service d'information juridique - logement .	p. 42
j. Le programme spéculation - logement	p. 43

III. ANALYSE CRITIQUE DE L'INTERVENTION GLOBALE DU SERVICE D'ACTION COMMUNAUTAIRE PAR RAPPORT À L'ANIMATION SO - CIALE DE LA DECENNIE '60	p. 45
1. Analyse	p. 46
2. Information	p. 47
3. Mobilisation	p. 47
4. Organisation	p. 49
 CONCLUSION	 p. 51
1. Contradictions professionnelles	p. 51
2. Contradictions organisationnelles	p. 56
3. Contradictions idéologiques	p. 58

I N T R O D U C T I O N

Le Service d'Action Communautaire du C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve, comme service reconstitué, sort de sa première année d'activités. En deux temps (3 jours, fin-décembre '75 et 3 jours, mi-janvier '76), il a fait son bilan que la présente rédaction (retardée pour cause ouvrière nationale) veut livrer en bref et aussi en clair.

Sans nécessairement reprendre l'agenda de chacun des travailleurs de l'équipe, le présent bilan colle à ce qui s'est décidé et fait au service d'action communautaire pendant l'année 1975; le tout situé dans la conjoncture de la boîte et du quartier. Cette opération est une gageure. "Pile ou face?" "Pile"? C'est un acquis que d'arriver à mettre par écrit ses objectifs, ses analyses, ses stratégies et ses réalisations. "Face?" "La roulette russe"! En exposant, on permet la critique. En fait, la présente opération est "pile et face"! Nous avons écrit notre histoire; c'est un acquis. Nous la soumettons à la critique; "roulette russe".

Conscients du fait que l'action communautaire dans les C.L.S.C. a toujours été un sujet d'intérêt par les contradictions qu'elle suscitait, il nous a paru important de ramasser et de livrer tous les éléments inhérents expliquant le développement de cette relative nouvelle pratique.

On retrouvera dans ce texte:

1. L'histoire de la pratique de l'organisation communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve depuis 1965 et les hypothèses de travail du Service d'Action Communautaire du C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve en 1975
2. La description commentée des principaux investissements '75 du Service d'Action Communautaire du C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve.
3. L'analyse critique de l'intervention globale du Service d'Action Communautaire par rapport à l'animation sociale de la décennie '60.

Avant de tomber dans le vif du sujet, il nous importe de rappeler la place qu'occupe le Service d'Action Communautaire dans le tout du C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve et d'en donner quelques caractéristiques.

Le Service d'Action Communautaire est un service autonome au même titre que le service de santé, le service social, le service aux personnes âgées et les services administratifs. Il se compose d'une secrétaire, d'une préposée à l'accueil, d'un agent d'information, de deux organisateurs communautaires et d'une coordonnatrice. Sur le total des effectifs salariés du C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve, le Service d'Action Communautaire ne

représente pas 8% du personnel.

Autonome, peu important en terme d'effectifs bruts et d'effectifs spécialisés (seulement 2 organisateurs communautaires), auto-gestionnaire dans son fonctionnement, le Service d'Action Communautaire a composé avec ce qu'il avait (comme personnel et comme ressources) et avec ce qui lui arrivait (les imprévus, les urgences, l'absence prolongée d'un coordonnateur). Sans atteindre la totalité de ses objectifs, il a quand même mis en place les principaux éléments d'un dispositif qui lui garantit une production encore plus efficace et importante.

Précisons aussi qu'à la reconstitution de l'équipe en janvier '75, la place et le rôle dévolus à l'action communautaire à l'intérieur d'un appareil comme le C.L.S.C. n'avaient rien du "blue print". Cette dernière année se caractérise donc par l'effort déployé pour mettre l'action communautaire sur la "map" du C.L.S.C. et du quartier.

Enfin, et c'est peut-être là l'essentiel de la présente opération, nous avons voulu, à la fin de cette première année, reproduire le plus fidèlement possible la pratique qui fut la nôtre pour illustrer un peu ce que peut être l'action communautaire dans un C.L.S.C. et ainsi satisfaire un peu mieux la curiosité qu'elle a maintes fois suscitée en bas comme en hauts lieux!

Bref, vous trouverez dans le présent bilan le Service d'Action Communautaire en noir sur blanc avec ses objectifs, ses stratégies, ses actions,

ses prétentions, ses questions et ses contradictions.

I. HISTORIQUE DE LA PRATIQUE DE L'ORGANISATION
COMMUNAUTAIRE DANS LE QUARTIER HOCHELAGA -
MAISONNEUVE ET LES HYPOTHESES DE TRAVAIL DU
SERVICE D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU C.L.S.C.
HOCHELAGA - MAISONNEUVE 1975

La programmation de mai '74 prévoyait la constitution, le fonctionnement et le développement autonome de la pratique du Service d'Action Communautaire au même titre que les services de santé, du social, des personnes âgées et de l'administration. D'office, on y affecta, à cette époque, l'agent d'information et une secrétaire qui accueillirent leur premier coordonnateur en septembre de la même année. Le débroussaillage commença. Ce n'est que le 6 janvier 1975 que l'équipe reçut son complément de personnel par l'arrivée de deux organisateurs communautaires. Ensemble, ces cinq personnes entreprirent de faire le point sur l'organisation communautaire à Hochelaga-Maisonneuve (interne et externe au C.L.S.C.) en fouillant les documents et les études disponibles au centre, en interviewant les principaux intervenants et acteurs dans l'organisation communautaire du quartier et en se liant à la pratique concrète des groupes existants dans le quartier (C.A.C., S.E.F., A.C.E.F., C.S.L.O., Comité-Logement Hochelaga-Maisonneuve, etc.)

Dans cette triple approche (historique, d'enquête et militante) le Service d'Action Communautaire en est rapidement arrivé à se fixer des

orientations en terme de fronts à développer moyennant des stratégies et des tactiques correspondant à l'état affaissé de l'organisation et de la mobilisation du quartier.

1. Histoire de la pratique de l'organisation communautaire dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve

En auscultant attentivement la pratique de l'organisation communautaire depuis les années 1965 et particulièrement l'impact de la pratique institutionnelle (Bill'65 - C.L.S.C.) dans ce champ et en faisant le bilan de l'état actuel de l'organisation et de la mobilisation du quartier, le Service d'Action Communautaire arriva à et fit siennes les conclusions suivantes dans la suite desquelles allaient s'inscrire le choix des fronts, les stratégies d'intervention et les approches pédagogiques. En fait, il nous a d'abord fallu constater que nous n'étions pas les premiers à intervenir dans le quartier, ni les seuls, et qu'il importait de dresser le bilan de cette pratique depuis 1965 et de statuer sur ses acquis.

A. Les acquis de l'organisation communautaire dans le quartier

L'organisation communautaire a été mêlée au développement de trois types d'interventions dans le quartier:

A.1.: L'organisation communautaire et l'intervention "service - curatif"

Le type "service - curatif" s'adresse aux individus ("usagers") "puckés" dans leur santé (physique et mentale) et dans leurs droits (social-juridique). "Aux maux, des remèdes", l'organisation communautaire a joué et joue dans ce contexte un rôle de rationalisa-

tion des ressources professionnelles.

A.2.: L'organisation communautaire et l'intervention
"groupe - préventif"

Le type "groupe - préventif" s'adresse à la communauté "at large" d'Hochelaga-Maisonneuve ("citoyens") dont les conditions de vie se détériorent (logement, endettement, vacances-loisirs). "Pour empêcher la détérioration, il faut s'organiser et faire pression sur les institutions et les gouvernements". Dans ce contexte, l'organisation communautaire a joué et joue un rôle d'information, d'animation et de rassemblement.

A.3.: L'organisation communautaire et l'intervention
"organisation de classe"

Le type "organisation de classe" s'adresse aux travailleurs avec emplois, aux travailleurs sans emplois et aux travailleurs exclus du marché du travail qui sont exploités dans leurs conditions de travail et/ou de non-travail et dans leurs conditions de vie et de milieu ("classe ouvrière et couches populaires"). Dans ce contexte, l'organisation communautaire a joué et joue un rôle d'information et de formation, d'organisation et de mobilisation.

Ces trois types d'interventions se sont développés

dans des lieux de pratiques différenciées (Petites Soeurs de l'Assomption, Comité de Citoyens, P.Q., C.A.P.-MAISONNEUVE, etc) quant à l'origine et à l'appartenance de classe, quant à l'origine et à l'appartenance au milieu (Hochelaga-Maisonneuve), quant à l'habilité professionnelle et quant à l'idéologie des principaux intervenants.

B. Le Centre Communautaire, "combinaison et interaction heureuse" des trois types de pratique de l'organisation communautaire

L'expérience et la dynamique du Centre Communautaire (précédant le Bill '65) fut essentiellement la "combinaison et l'interaction heureuse" de ces trois types d'interventions (A.1; A.2; A.3;) chacun y retrouvant son minimum vital (pour A.1., des services; pour A.2., des regroupements de citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve et pour A.3., l'auto-gestion du Centre Communautaire).

Le dépôt de la loi 65 et la sollicitation outrancière du Ministère des Affaires Sociales pour que le Centre Communautaire y adhère fut une véritable provocation qui mit en cause le modus vivendi minimal sur lequel reposait la combinaison et l'interaction dynamique des trois types d'interventions. Le Bill '65, par l'institutionnalisation en C.L.S.C. du Centre Communautaire, valorisait explicitement le type A.1. par la stabilisation économique des ressources curatives professionnelles (services) et boutait dehors le type A.3. en rayant de la carte l'autonomie et l'auto-gestion du Centre Communautaire par les travailleurs du quartier (le Bill '65 imposait une structure décisionnelle et administrative de type hiérarchique et

bureaucratique contrôlée par une majorité de non-élus qui avait pour effet de soustraire aux travailleurs le leadership de l'élaboration, de la décision et de l'exécution des programmes promus et développés dans le Centre Communautaire. Le Bill '65 était directement et carrément la main-mise de l'Etat sur un appareil issu de l'expérience populaire et contrôlé par cette dernière).

C. L'acceptation du Bill '65 et ses conséquences

La provocation du Bill '65 cristallisa et précipita le débat qui se poursuivait dans le cadre de la combinaison et de l'interaction heureuse qu'était alors le Centre Communautaire.

Devant le court échéancier où l'assemblée des travailleurs et des citoyens devait se brancher (oui ou non au Bill '65), les 3 types s'affrontèrent durement et le débat se polarisa et s'organisa (prolifération de comités) sur des contradictions réelles mais secondaires (curatif versus préventif, professionnels versus non-professionnels, travailleurs résidents versus travailleurs non-résidents, syndicalisation versus non-syndicalisation, etc.) alors que la contradiction principale était oui ou non au contrôle et à la gestion populaire du Centre Communautaire. Sur les derniers milles de piste, les camps A.1. et A.3. mobilisèrent leurs troupes pour le vote définitif et le camp A.1. l'emporta (dans l'instance décisionnelle - La Corporation) au nez du camp A.3. (qui l'emporta dans l'instance consultative de l'assemblée des citoyens et

travailleurs) alors que le camp A.2. s'abstint stratégiquement. La suite devait confier à ce dernier la responsabilité de reconstruire le Centre (devenu Centre Local des Services Communautaires) sur des bases "solides" en termes d'efficacité et de crédibilité par la distribution de services, en termes de planification et de rationalité par une gestion bureaucratique (rencontrant les normes du Ministère des Affaires Sociales) et en termes progressistes en maintenant et en donnant une chance à la dimension communautaire.

Le résultat du vote (dans l'instance décisionnelle) entraîna:

1. le retrait de tous les groupes populaires et de tous les groupes spontanéistes (PIL, PJ) gravitant jusqu'alors autour du Centre, et, par leur retrait, privant ce dernier de sa source dynamisante;
2. la désarticulation de plusieurs de ces groupes qui s'étaient laissés définir par l'existence et les ressources du Centre, provoquant ainsi un état de démobilisation générale dans le quartier;
3. le coupage des têtes qui de l'intérieur du Centre cautionnaient et valorisaient leurs pratiques, confirmant ainsi le Centre
 - a. dans ses options de services professionnels en santé et en social à livrer dans la paix et l'ordre,
 - b. dans sa non-préoccupation des problèmes sociaux

collectifs (en faisant disparaître les dimensions -et ceux qui y travaillaient- d'habitation, d'éducation, de loisirs et du travail);

4. la précipitation de la démission d'une majorité de professionnels qui avaient échoué dans leur tentative de contrôler la nouvelle expérience (le contrôle étant désormais assuré par le Ministère des Affaires Sociales);
5. l'échec de l'Etat dans son essai de récupérer sans heurts l'expérience populaire d'Hochelaga-Maisonneuve.

Il en fut tel qu'à l'été 1973, le C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve était un appareil idéologique d'Etat établi (imposé) mais sans pratique ou presque et le demeura pendant 16 mois. Ce n'est qu'à l'automne 1974 que la boîte réambaucha du personnel professionnel (d'abord en santé, ensuite en organisation communautaire et finalement en social).

C'est à partir de cet acquis historique du C.L.S.C. et de l'état de l'organisation dans le quartier que le Service d'Action Communautaire a arrêté ses hypothèses de travail.

2. Hypothèses de travail du Service d'Action Communautaire du C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve en janvier 1975

Depuis 1965, le quartier Hochelaga-Maisonneuve a vu se développer une pratique militante de quartier et une pratique militante en usine, les deux servant les intérêts des travailleurs. Dans cette continuité, le Service d'Action Communautaire décide d'oeuvrer dans les deux champs pour en favoriser la jonction.

A. Le front du travail

La pratique en usine est largement occupée par l'activité syndicale (syndicats locaux) appuyée par différents groupes de soutien et/ou politiques. Le Service d'Action Communautaire arrête une première politique, celle de servir les intérêts des travailleurs en ne prenant pas leur place ni en les doublant mais en leur fournissant du matériel technique et rationnel disponible à partir des ressources du C.L.S.C.. Le Service d'Action Communautaire, dans cette perspective, a ouvert un front dans le secteur de la production en développant le programme de la santé en milieu de travail.

<p>i. ne pas doubler la pratique-terrain des groupes autonomes</p>
--

B. Le front du quartier

La pratique en quartier au moment où le Service d'Action Communautaire est remis sur pied connaît la phase finale de sa crise suite à la démobilisation entraînée par l'institutionnalisation du Centre Communautaire en Centre Local des Services Communautaires. Les militants ont fait un bilan; quelques uns se sont greffés aux organisations qui

ont passé à travers la crise; d'autres se sont joints à des organisations naissantes; d'autres enfin ont quitté pour d'autres lieux d'insertion. En regardant de près l'état de l'organisation dans le quartier, nous avons constaté que:

1. le secteur de la consommation était occupé par le SEF, l'AGEF et le Comptoir Alimentaire.

Le Service d'Action Communautaire estime que ce secteur était déjà suffisamment occupé pour ne pas justifier l'investissement de son trop peu d'énergies. En reconfirmant sa politique de ne pas doubler la pratique des groupes autonomes, le Service d'Action Communautaire précise une deuxième politique, celle de systématiquement contribuer techniquement au développement des secteurs assumés en autonomie par les groupes populaires et de soutien.

ii. mettre des ressources matérielles et professionnelles au service des groupes autonomes
--

2. le secteur du logement, bien qu'il ait connu une longue (depuis 1966) et mobilisante (autoroute est-ouest) pratique, est en voie de disparaître. Les raisons sont multiples et la moindre n'étant pas celle qui a voulu que ce front ait été largement assumé par des intervenants et une organisation (dimension habitation) liés au Centre Communautaire et disparus lors de la crise. Le Service d'Action Communautaire a alors précisé une troisième politique, à savoir celle qui

iii. consolider l'autonomie des groupes existants et autonomiser d'entrée de jeu les groupes à créer

veut que dans le développement de tous ses fronts il favorise d'entrée de jeu l'autonomisation des groupes qu'il créera, de sorte que ces derniers puissent continuer à oeuvrer indépendamment des modifications qui pourraient subvenir dans la pratique, dans l'organisation ou dans la direction de l'appareil idéologique d'Etat qu'est le C.L.S.C.

3. que le secteur des conditions de vie est l'objet d'intervention d'à peu près tous les groupes dans le quartier. Le Service d'Action Communautaire appuiera les actions des groupes dans ce secteur.

C. Le front de la condition des femmes

Le Service d'Action Communautaire a constaté que le front de la condition des femmes était faiblement équipé alors qu'il est de prime importance car il touche une couche sociale crûment victime dans sa chair et dans son esprit de la structure d'exploitation et d'oppression charpentée par la classe dominante et reproduisant au plus bas niveau de l'organisation sociale (la famille) les rapports d'inégalité, de domination et de domestication. Le Service d'Action Communautaire a donc décidé d'investir dans ce front via un programme multidisciplinaire de planning qui se déploierait en plusieurs volets pour toucher plus d'un lieux d'exploitation (usine, école) ou de libération (groupes populaires, etc.). Ceci rencontre une quatrième politique du Service d'Action

iiii. favori-
ser la
jonction des
pratiques et
des organisa-
tions ouvriè-
res et popu-
laires.

Communautaire, à savoir, investir dans des fronts susceptibles de contribuer à la jonction des luttes et des organisations ouvrières et populaires.

Deux secteurs nous apparaissaient aussi de prime importance mais inassumables faute de personnel et de ressources; il s'agit du secteur culturel et du secteur d'intervention (économique, politique, idéologique) conjoncturelle.

Le secteur culturel est extrêmement important dans le développement de la pratique de classe ou par le mode de la fête et de la culture populaire, on peut valoriser l'appartenance au quartier, à sa classe majoritaire et ainsi mobiliser dans la continuité.

Le secteur d'intervention conjoncturelle, dans la perspective où il faut intervenir ad hoc et tout-de-suite mais aussi correctement (c'est-à-dire en conjonction avec les mobilisations à long terme) s'avère un champ extrêmement important pour saisir des éléments évolutifs de la conjoncture économique, politique et idéologique et les inscrire immédiatement (en défensive ou en offensive) dans la foulée de l'alternative que les différents groupes ouvriers ou populaires, politiques ou de soutien élaborent dans leur pratique.

Ces deux secteurs, bien que très importants, n'ont pas été retenus faute de personnel et de ressources.

La leçon de la crise qui a entouré l'institutionnalisation du Centre Communautaire en C.L.S.C. et les acquis de la pratique communautaire dans le quartier, nous ont amenés à nous laisser définir par le terrain (ne pas doubler la pratique des groupes autonomes et les servir techniquement dans la mesure du possible) pour accumuler l'expérience dans le même sens (autonomiser immédiatement les groupes créés et favoriser la jonction avec les groupes existants) et cela en tenant compte des contradictions et de leurs limites que l'appareil d'Etat-C.L.S.C. recèle. D'où l'importance pour le Service d'Action Communautaire d'investir dans l'institution (participation aux processus de sélection, au Comité de Régie, affirmation et défense de l'autonomie du service, etc.) pour se donner la marge de manoeuvre nécessaire à la réalisation des objectifs premiers arrêtés. Aussi, le Service d'Action Communautaire a porté une attention spéciale (table de travail, visite à domicile, collaboration personnelle de praticiens des autres services, etc.) à la logique professionnaliste (la pratique professionnelle) et bureaucratique (reflet administratif de la logique professionnaliste) dominante dans le C.L.S.C. qu'il veut influencer dans la mesure où elle est obstacle au développement de la pratique de classe.

A ces trois plans (investissement-terrain, investissement institutionnel, investissement professionnel) le Service d'Action Communautaire a investi de façon différenciée. La deuxième partie en fait un bref rappel quantitatif, descriptif et qualitatif.

II. DESCRIPTION COMMENTEE DES PRINCIPAUX
INVESTISSEMENTS DU SERVICE D'ACTION
COMMUNAUTAIRE DU C.L.S.C. HOCHELAGA -
MAISONNEUVE 1975

1. Investissements institutionnels

Nous identifions comme institutionnels les investissements qui sont directement liés à l'existence même de l'institution et à son type de fonctionnement (techno-bureaucratique).

Au plan institutionnel, le Service d'Action Communautaire a investi dans:

A. le fonctionnement du Service d'Action Communautaire

Devant un si petit investissement en terme de personnel brut et en terme de personnel spécialisé en organisation communautaire (il n'y a que deux organisateurs communautaires), le Service d'Action Communautaire s'est donné un mode de fonctionnement qui concrètement est arrivé à libérer partiellement tous les travailleurs de l'équipe qui ont voulu oeuvrer en organisation communautaire. Il s'est agi de répartir les tâches de telle sorte qu'elles rencontrent à la fois les exigences des fronts et des actions et les capacités des différents membres de l'équipe.

Le Service d'Action Communautaire s'est régulièrement réuni (moyenne hebdomadaire). Ses réunions visaient l'information mutuelle, la critique et l'autocritique des actions institutionnelles, professionnelles et terrain et l'élaboration des stratégies communes. A tour de rôle, les membres de l'équipe animent la réunion ou en dressent le procès-verbal.

B. le comité de Régie

Le Service a assuré une présence et une participation hebdomadaires continues (incluant l'intérim) et s'est impliqué dans les principaux débats.

C. les réunions du personnel

La participation de l'équipe aux réunions du personnel est comparable à celle des autres modules mais sans plus.

D. les processus de sélection

Des membres du Service d'Action Communautaire se sont impliqués dans les processus de sélection (pré-sélection, interview, sélection) des organisateurs communautaires, du coordonnateur et de la coordonnatrice du service, du personnel du module social et de l'accueil.

E. les relations avec les autres services

Il y a eu une rencontre formelle et plusieurs informelles avec les travailleurs de la santé. Il faut multiplier par 20 les rencontres avec la garderie, tant formelles qu'informelles. Avec les autres services, nos rencontres furent surtout informelles sauf pour des projets ad hoc.

F. les relations avec des C.L.S.C. en implantation

Le Service d'Action Communautaire a rencontré pour information des représentants de 18 C.L.S.C. en implantation ou en démarrage

G. les relations avec les institutions et les groupes

Le Service d'Action Communautaire a rencontré pour information

- . 22 groupes d'universitaires
- . 11 groupes de cégépiens
- . 25 groupes de citoyens extérieurs au quartier
- . 13 groupes d'étudiants ou stagiaires étrangers
- . 38 organismes gouvernementaux ou para-publics

et a répondu à toutes les demandes d'information par téléphone.

Règle générale, le Service d'Action Communautaire n'a pris aucune initiative dans l'investissement institutionnel. Il s'est toujours situé par rapport aux demandes en privilégiant celles qui étaient susceptibles de favoriser le développement de la pratique-terrain, rejetant celles en provenance de curieux ou de consommateurs d'information. Par contre, il a pris l'initiative de faire connaître ses propres informations en faisant circuler le plus possible ses procès-verbaux. Par rapport aux lieux décisionnels, sans prendre l'initiative de participer et d'être d'un poids déterminant dans les débats, il s'est montré toujours très attentif pour suivre le mieux possible le développement de la conjoncture interne de l'institution.

Bref, l'investissement au niveau de l'institution accapare

certainement 30% de l'ensemble du temps des travailleurs de l'équipe et le Service d'Action Communautaire a toujours trouvé cet investissement trop lourd (exception faite des réunions du service) pour la pertinence-terrain qu'il a. Cet investissement est le lot principal de deux travailleurs de l'équipe. Les autres y investissent suivant leurs champs d'activité et leur disponibilité.

2. Investissements professionnels

Nous identifions comme professionnels les investissements qui ont trait aux pratiques professionnelles (leur critique, leur renouvellement, leur encadrement, etc.)

Au plan professionnel, le Service d'Action Communautaire a investi dans:

A. la table de travail

- . rencontres de formation (moyenne bi-mensuelle)
- . réunissant une moyenne de 12 personnes
- . ayant pour objet l'étude du développement des politiques, des institutions et des pratiques en matière sociale
- . fonctionnant sous le mode de l'auto-formation (chacun des participants prépare à tour de rôle la rencontre)
- . visant à mieux nous situer comme travailleurs de la santé ou sociaux par rapport à la structure et à la conjoncture de la société québécoise actuelle.
- . tous les travailleurs de l'équipe y participent.

B. le regroupement des organisateurs communautaires

- . réunion à toutes les 6 semaines
- . réunissant une moyenne de 20 organisateurs communautaires de la région montréalaise
- . ayant pour objet la mise en commun et la critique des pratiques des organisations et des fonctions liées à l'organisation communautaire dans les C.L.S.C.
- . dans une perspective d'information et de formation mutuelle
- . visant à mieux se situer comme organisateurs communautaires par rapport à l'institution (son appartenance, son organisation, ses pratiques) à laquelle on est lié et par rapport au développement du rapport de force dans le milieu.
- . Un travailleur de l'équipe y participe régulièrement. Les autres y participent en moyenne 1 fois sur 3.

C. le groupe de réflexion des visites à domicile

- . réunions (moyenne bi-mensuelle)
- . réunissant 3 travailleuses de la santé, 1 du social et 1 du service d'action communautaire
- . ayant pour objet l'étude suivie de la pratique des visites à domicile
- . dans une perspective de mise en commun et de critique des ressources internes et externes déployés dans chacun des cas
- . visant le développement de la pratique professionnelle intégrée dans une perspective globale d'intervention.

Chemin faisant, le groupe de réflexion sur les visites à domicile a avancé le projet "Nos pratiques dans la rue" qui se veut être une alternative concrète au développement actuel de la logique professionnaliste et bureaucratique dans les institutions. Démystifiant les faux dilemmes, le projet "Nos pratiques dans la rue" est un effort concret

pour intégrer les ressources professionnelles et matérielles fonctionnant au service et au curatif dans une offensive globale et populaire d'intervention fonctionnant à la prévention et à la réappropriation par les citoyens et les travailleurs de leurs propres conditions de vie, de santé et sociales. Cette offensive se déploie en trois volets: l'information (constat des phénomènes sociaux et explication de leurs processus de production -les causes, les responsables), le dépistage (enquête continue et intervention possible immédiate) et la mobilisation (création de noyaux autonomes, mobilisation et intervention médiatae).

Le Service d'Action Communautaire a accordé de plus en plus d'importance au développement des pratiques professionnelles à partir du moment où ces mêmes pratiques se sont remises en question (exemple: les visites à domicile). Il est devenu évident qu'il fallait investir dans la clarification des pratiques professionnelles existantes et de leur institutionnalisation (exemple: la table de travail) comme dans la nouvelle orientation de la pratique de l'organisation communautaire (regroupement des organisateurs communautaires).

Cet investissement occupe un peu plus de 10% du temps de l'ensemble des travailleurs du Service d'Action Communautaire et est une préoccupation majeure chez un de ces derniers.

3. Investissements-terrain

+ Rappel des variables déterminantes dans le choix des fronts

Le choix des fronts s'est fait à partir d'une reprise historique de la pratique de l'organisation communautaire dans le quartier et à partir de l'état de l'organisation et de la mobilisation d'alors (janviers '75) dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Il s'est fait en tenant compte du lieu institutionnel (son appartenance, son organisation, ses pratiques et ses ressources) auquel appartenaient les organisateurs communautaires et qui fut dans l'histoire de l'organisation et de la mobilisation du quartier un élément perturbateur, récupérateur et stérilisateur des énergies populaires. Autrement dit, en janvier '75 ce n'était pas la virginité ni la crédibilité qui étouffait l'image (sinon la réalité) de l'institution à laquelle nous appartenions. Aussi, nous a-t-il fallu dans un premier temps, analyser le rôle passé et réel, présent et avoué du C.L.S.C. dans le milieu pour déterminer en terme de stratégies les fronts prioritaires sur lesquels investir le plus intelligemment et le plus efficacement possible et cela en conjonction avec ce qui se faisait de façon autonome par d'autres groupes dans le quartier.

En commentaire, nous reviendrons sur la stratégie adoptée dans la menée des fronts choisis. Nous verrons que cette dernière se démarque de l'animation sociale de la décennie '60 quant à l'analyse à faire, la pratique à développer, les techniques et la pédagogie à mettre en oeuvre et au projet à poursuivre.

+ Rappel de la méthodologie du choix des fronts

Le choix des fronts comme l'amorce de leur développement ne

se sont pas faits "en chambre" mais dans la combinaison de l'approche-terrain et de l'approche théorique que le Service d'Action Communautaire a privilégié dès le complément de sa reconstitution en janvier '75. C'est donc aussi dans et à travers une pratique au fur et à mesure éclairée que le Service d'Action Communautaire a fixé et développé ses fronts. Et cela s'est fait dans et à travers une conjoncture (interne comme externe) qui a eu et aura toujours ses impératifs. Nous n'avons pas et n'avons pas voulu finaliser un "blue print" de bureau hypothétiquement reproduisible dans le tout Hochelaga-Maisonneuve.

En deux mois de pratique (garderie, C.A.C., A.C.E.F., Comité-logement Hochelaga-Maisonneuve) et d'étude, nous avons tracé les principales lignes directrices. La suite s'est développée au fur et à mesure et suivant les possibilités que nous offrait la conjoncture interne du C.L.S.C. comme celle du quartier.

Nous rappèlerons brièvement les activités qui s'inscrivent dans le développement des différents fronts-terrains.

A. Le front de la condition des femmes

Se logent à cet enseigne la lutte de la garderie et le programme multidisciplinaire en planning.

a. La lutte de la garderie

Et ce n'est pas fini! Le sera-ce dans une société capitaliste qui ne reconnaît à aucun niveau (ni économique, ni politique, ni culturel) la productivité sociale de la fonction de maternité? Il n'est pas notre propos de reprendre le débat et la lutte dans le cadre limité de la présente opération. Qu'il nous suffise de rappeler à gros traits que la lutte pour la garderie fut un lieu "révélatif"

- a. de l'exploitation et de l'oppression des femmes (analyse in Dossier et mini-dossier, tracts, pétitions, assemblées d'information, Radio, Télévision, journaux, manifestations)
- b. du rôle de l'Etat et de ses appareils (PIL, PJ, Projet Bacon, C.L.S.C., DG et CA, négociations "fourrantes" avec le Ministère, etc.)
- c. de la nécessité et de la difficulté de l'organisation autonome de la classe ouvrière et des couches populaires (comité de parents, corporation)
- d. de la division par intérêts divergents entre la classe ouvrière et la nouvelle petite bourgeoisie (conflit entre les parents et les éducateurs)
- e. des contradictions entre le discours et la pratique des politiciens, des administrations "social-démocrates" et des professionnels progressistes.

La lutte de la garderie accapara bon nombre d'énergies à la fois du Service d'Action Communautaire mais aussi et surtout du comité de parents. Elle permit le déploiement de tous les volets d'une intervention : information, mobilisation, pression, négociation et solution (1). De quoi satisfaire un professionnel de l'action communautaire bien "straight". Il a passé à travers toutes les étapes! Sauf (car il y a un sauf qui fait la différence entre un organisateur communautaire **activiste** et un organisateur communautaire militant) que la solution à laquelle on en est arrivé correspond aux intérêts de personnes autres que celles qui avaient soulevé le problème, qui se sont

mobilisées et organisées et qui ont mené la lutte. Ils voulaient une garderie populaire (pour tout le monde) et ils ont eu une garderie-Bacon, payante et accessible à ceux qui peuvent payer.

Cette lutte marqua les premières activités du Service d'Action Communautaire. En suivant le développement, le Service d'Action Communautaire a vérifié dans l'action quelques unes de ses hypothèses touchant les limites de l'approche pédagogique "cool" (animation), la mobilisation de masse et de l'organisation mixte (comité de parents et C.L.S.C.). Ce sur quoi nous reviendrons plus bas.

B. Programme multidisciplinaire en planning

Les origines du programme remontent en mars 1974 où, en lien avec le P.E.C., une journée sur les conditions des femmes dans le quartier avait été organisée. L'idée de "faire quelque chose" dans le domaine du planning trottait un bout de temps dans la tête de certains médecins et travailleurs du C.L.S.C.. Sans nécessairement avoir fait le point ou avoir précisé toute l'orientation de ce programme, une équipe s'est mise à l'oeuvre dès février '75. Une première phase d'auto-formation culmine dans l'organisation d'une semaine de planning au C.L.S.C. au début du mois de mai. En parallèle, des éléments du groupe rattachés au service de santé avancèrent le projet de faire reconnaître le C.L.S.C. par le Ministère des Affaires Sociales comme clinique d'avortement thérapeutique (incluant le social et le service de psychiatrie).

Ce projet n'est pas encore finalisé. En septembre, le programme vit ses effectifs doubler et se fractionner en 4 sous-groupes de travail (écoles, milieux de travail, femmes enceintes et nourrissons, groupes populaires). Les sous-groupes de travail fonctionnent hebdomadairement et le grand groupe mensuellement. On y combine l'auto-formation, l'approche des groupes-cibles et l'information. Tout l'aspect clinique est assuré par le service de santé.

Le programme multidisciplinaire en planning est une contribution parmi plusieurs possibles pour fournir à la couche populaire des femmes des informations matérielles et des outils idéologiques susceptibles d'alimenter et de promouvoir leur libération.

Le Service d'Action Communautaire attache une grande importance au développement de ce front de lutte qui, comme on le sait, est piégée à plus d'un titre par l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise (petite libération individuelle et/ou intimiste). Le temps que le groupe met à clarifier ses orientations tant par sa pratique que par son auto-formation permet le débat des enjeux idéologiques, politiques et économiques de son programme. C'est une étape qu'il faut franchir sans télescopage et si possible en y intégrant les expériences et les apports des différents groupes de militantes trop peu nombreuses dans le quartier. La base très majoritairement féminine de la main d'oeuvre du C.L.S.C. devrait s'avérer être un élément dynamisant et multiplicateur pour le développement de ce front de lutte

B. Le front du travail

L'animation sociale de la décennie '60 (celle dans laquelle nous avons tous baigné) s'est massivement, sinon exclusivement, centrée sur la réalité de quartier et ses conditions de vie en laissant pour compte la réalité du travail et du non-travail qui est la condition première de la réalité individuelle, familiale, de classe et de quartier. C'est la condition objective et fondamentale de plus de 95% de la population du quartier Hochelaga-Maisonneuve.

Le travailleur au salaire minimum qui habite un logement qui s'écroule mais dont le loyer gruge quand même plus de 30% de ses revenus et qui vit dans un quartier ouvrier dont il assiste impuissant au dépeçage, n'est pas un travailleur "bad lucké" ou "défavorisé". C'est un travailleur exploité dans son environnement (quartier) parce qu'exploité dans ses conditions de vie (logement, alimentation, vêtements, loisirs, etc.), parce qu'exploité dans sa force de travail. C'est là l'échelon premier de l'exploitation économique. Sans compter que la domination politique et la domestication idéologique y trouve aussi leurs racines.

Le service, unanimement, a décidé d'investir sur ce front et dans une double perspective: contribuer à solidariser les organisations ouvrières et populaires (syndicats locaux, groupes de soutien, groupes politiques, groupes populaires) et mettre à la disposition de ces groupes des ressources techniques et d'information pour consolider leurs organisations et revendiquer de meilleures conditions de travail. Dans cette double perspective, le Service d'Action Communautaire a investi dans

le Comité de Solidarité aux Luttes Ouvrières; a participé à l'organisation de la journée de solidarité du quartier Hochelaga-Maisonneuve aux travailleurs de l'amiante; fait partie du comité de coordination du regroupement des syndicats de l'Est; a participé à l'offensive contre les mesures anti-inflationnistes; a participé à la Conférence Internationale de Solidarité Ouvrière et a développé un programme multidisciplinaire de santé en milieu de travail.

a. Comité de Solidarité aux Luttes Ouvrières

Avec des militants du quartier, le Service d'Action Communautaire a participé à l'organisation de piquets d'appui lors de la grève des débardeurs. Se sont joints à cette manifestation de solidarité des parents de la garderie, des membres de la C.A.C. et des militants du quartier. En lien avec le C.S.L.O., le Service d'Action Communautaire a publicisé la lutte de la United Aircraft, du front commun de Joliette (Gypsum, Firestone, etc.) et d'Uniroyal.

b. Solidarité avec les travailleurs de l'amiante

Le Service d'Action Communautaire s'est joint à l'organisation de la journée de solidarité du quartier Hochelaga-Maisonneuve avec les travailleurs de l'amiante. 55 travailleurs syndiqués et des citoyens organisés du quartier se sont rendus à Thetford-Mines pour y rencontrer les grévistes, discuter avec eux et leur donner un appui symbolique sur les lignes de piquetage.

c. Comité de Coordination du regroupement des syndicats de l'Est

Depuis juin '75, le Service d'Action Communautaire s'est intéressé et a participé activement au mouvement de régionalisation des syndicats de l'Est. Ce regroupement poursuit trois objectifs: mettre en commun les acquis de la vie syndicale, publiciser et appuyer les luttes des travailleurs, démocratiser et rendre plus combatifs les syndicats. Le comité de coordination se réunit tous les 15 jours en alternance avec l'assemblée générale qui se réunit également tous les 15 jours. Ce regroupement est une condition objective et nécessaire pour le déploiement du programme multidisciplinaire de la santé en milieu de travail.

d. Offensive contre les mesures anti-inflationnistes

Le Service d'Action Communautaire s'est mobilisé pendant 7 jours pour lancer et réaliser une offensive d'information contre les mesures anti-inflationnistes qui étaient (et sont toujours) une attaque directe, concrète, monnayable, contre le pouvoir d'achat de 90% de la population du quartier (impression et distribution de 30,000 tracts dans tout le quartier, articles dans les journaux, assemblée publique d'information, rencontres avec les groupes populaires et participation à la manifestation du 26 novembre).

e. Conférence Internationale de Solidarité Ouvrière

Le mouvement ouvrier québécois a invité des délégations étrangères (du Moyen-Orient, des Antilles, de l'Afrique et de l'Amérique Centrale) à rencontrer des travailleurs syndiqués et des citoyens organisés pour leur faire part de leur expérience de lutte anti-capitaliste et anti-

impérialiste. Le Service d'Action Communautaire a accepté de participer à cette conférence dans une perspective de solidarité et pour se sensibiliser à la dimension internationale des problèmes des ouvriers et des couches populaires.

f. Programme multidisciplinaire de santé en milieu de travail

Tenant compte des ressources du C.L.S.C. et visant à faire servir ces ressources au changement des conditions de travail de la classe ouvrière, le Service d'Action Communautaire a décidé d'élaborer un programme multidisciplinaire de santé en milieu de travail. Il a d'abord fallu défricher le terrain. Des contacts ont été établis avec des militants qui, dans le quartier, s'intéressaient à la question. Avec eux, il y a eu étude de l'infrastructure industrielle générale du quartier et de son évolution (fermeture d'usines, etc.), de l'état de l'organisation ouvrière (taux de syndicalisation) puis étude plus spécifique au plan de la santé (maladies prévisibles dans tel et tel type d'usines). Il fallu éplucher et synthétiser la production de l'I.R.A.T. et de l'I.N.R.S. pour enfin compléter un premier déblayage. La fête internationale des travailleurs (1^{er} Mai) porta sur les maladies industrielles. Elle se tint au P.E.C. et réunit les travailleurs du C.L.S.C. et des membres des groupes populaires. Depuis, via le regroupement des syndicats de l'Est, des contacts précis ont été établis avec plusieurs milieux de production où les travailleurs sont organisés. Des poteaux ont été pointés dans des usines non-syndiquées.

L'équipe compte 4 membres dont deux du Service d'Action Communautaire, un de la santé et un du social.

Le développement du front du travail s'est largement fait au gré de la conjoncture québécoise dans une série d'intervention rapides et ad hoc. Pour topiques qu'elles soient, ces interventions sont valables dans la mesure où elles s'inscrivent dans une stratégie de cumulation dont les crans d'arrêt sont le regroupement des syndicats de l'Est et le programme multidisciplinaire de santé en milieu de travail.

Ce front appartient à la pratique traditionnellement développée en usines. Il nous faut noter cependant que la majorité des interventions ont été menées en conjonction avec les groupes populaires qui ont une pratique de quartier; ce qui rencontre le développement historique des organisations ouvrières et populaires autonomes vérifié en d'autres lieux. C'est dans cette perspective que le Service d'Action Communautaire collabore à la diffusion de l'information en provenance des groupes de soutien, des groupes politiques et des groupes populaires comme des travailleurs en lutte. Il s'agit de valoriser systématiquement la pratique de ces organisations autonomes car elles représentent le fer de lance du développement de l'alternative sociale.

C. Le front du quartier

Le front du quartier n'appartient surtout pas au C.L.S.C. Ce dernier est une pièce parmi d'autres sur cet échiquier. Le Service d'Action Communautaire a mis beaucoup de soins pour ne rien doubler de ce qui déjà se faisait sur ce terrain. Aussi, ce n'est qu'après avoir pratiqué un certain temps avec quelques groupes que nous avons initié nos propres actions stratégiques.

Le front du quartier inclut globalement tout ce qui a trait aux conditions de vie et de milieux. Que ce soit les problèmes de consommation, de loisirs, d'endettement, de droits aux prestations, de logement, d'aménagement du territoire, etc., le front du quartier a été le lot de l'animation sociale de la décennie '60. Il a connu à Hochelaga-Maisonneuve comme dans les autres quartiers prolétaires de Montréal sa période critique où les militants en faisant leur bilan ont passé au crible l'activisme, le spontanéisme, et l'éclectisme des actions de masse. Depuis, l'intervention s'est appropriée un appareil d'analyse critique, des techniques de mobilisation à moyen terme et un souci d'organisation continu qui soit lieu d'accumulation d'expériences et de mémoire collective.

Le Service d'Action Communautaire s'est impliqué dans ce front de trois manières: en entretenant des liens techniques avec certains groupes existants (P.E.C., COOP Alimentaire, etc.), en investissant organiquement dans certains autres (C.A.C., A.C.E.F., etc.) et en collabo-

rant idéologiquement avec quelques autres (C.J.G., SEF, etc.)

• rapports techniques

Les rapports techniques se résument à des collaborations précises (matériel, partage financier de certaines activités, circulation de l'information, etc.) dans des projets précis (ex: la présentation de la pièce "Les marchands de Ballounes" par la troupe des "Gens d'en Bas").

• rapports organiques

L'investissement organique implique le Service d'Action Communautaire dans la détermination des objectifs, dans le partage des tâches et des responsabilités et dans l'exécution de l'intervention (ex: le comité de travail sur le logement dans le cadre du colloque de la C.A.C.)

• rapports idéologiques

La collaboration idéologique implique le Service d'Action Communautaire dans les opérations d'analyse, de bilan et de détermination de stratégies en ce qui concerne le développement des différents fronts dans le quartier (ce volet s'est surtout développé dans l'informel, excepté faite du comité d'évaluation du S.E.F.)

Sans reprendre tous les faits et gestes déployés par le Service d'Action Communautaire pour alimenter et oeuvrer sur ce front, nous signalerons les contributions les plus importantes. Ainsi, parlerons-nous

du R.S.H.M., des Clowns de ruelles, des "Marchands de Ballounes, du R.C.M. de l'A.C.E.F., du S.E.F., de la C.A.C., de la Coop d'habitation, du service d'information juridique - logement et du programme sur la spéculation - logement.

a. Regroupement Scolaire d'Hochelaga-Maisonneuve

Sans prendre aucun leadership dans cette offensive populaire pour l'obtention de deux petites polyvalentes, le Service d'Action Communautaire a mis à la disposition de ce regroupement des ressources techniques de secrétariat et d'imprimerie.

b. Les Clowns de ruelles

Ce projet est en marche depuis plus d'un an. Le Service d'Action Communautaire l'a toujours appuyé et souhaite son développement pour son caractère nettement novateur et populaire au plan pédagogique. Après avoir échoué dans sa tentative pour faire débloquer des fonds du C.L.S.C. les membres ont contribué personnellement à trois reprises pour assurer la survie du groupe. De plus, il a mis à sa disposition du matériel technique d'expression (pancartes, feutres, etc.)

c. "Les Marchands de Ballounes"

La troupe des "Gens d'en Bas" (Gaspésie - Bas du Fleuve) ont fait une tournée montréalaise pour faire part sous le mode théâtral de la réalité de l'exploitation collective terrienne via les politiques gouvernementales dans ce coin de pays. Le processus d'exploitation de là bas étant en tout semblable à celui qui se déploie dans notre quartier (expropriation, homologation, rôle des experts, des juges, des élites, etc.) nous avons sollicité leur présence. En collaboration avec le P.E.C., le Service d'Action

Communautaire a permis la présentation du spectacle.

d. R.C.M.

Le groupe partisan du R.C.M. a initié un programme de "connaissance du quartier" à l'adresse de ses membres. Le Service d'Action Communautaire a participé à deux reprises à cette activité : "la ressource - C.L.S.C. dans le milieu"; "l'aménagement du territoire d'Hochelaga-Maisonneuve".

e. A.C.E.F.

Le Service d'Action Communautaire s'est impliqué dans la réalisation des cours organisés par l'A.C.E.F. Hochelaga-Maisonneuve sur la réalité sociale de l'exploitation et s'adressant aux travailleurs du quartier. Une contribution spéciale sur la "publicité" a été donnée. De plus, le Service d'Action Communautaire a participé à la table de la consommation qui s'est intéressée particulièrement à la politique fédérale des emplois communautaires et à la lutte contre la hausse du prix du lait. Sur ce dernier point, le Service d'Action Communautaire a fait circuler une pétition, a contribué à l'organisation et a participé à deux manifestations et est allé chercher l'appui du Conseil d'Administration.

f. C.A.C.

Le Service d'Action Communautaire a développé beaucoup de liens avec la Coopérative d'Action Communautaire des Citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve et cela tant au niveau technique qu'organique et idéologique. Dans le plus stricte respect du développement de ce groupe populaire, le

Service d'Action Communautaire a d'abord répondu à la demande pour ensuite devenir partie prenante de l'organisation de son colloque. Le Service d'Action Communautaire participe au comité de coordination, au comité des personnes-ressources et au comité de travail sur le logement. De plus, il investit dans les réunions des délégués de cellules et dans les blocs de rencontres des cellules elles-mêmes comme dans l'assemblée générale.

g. Le Service d'Economie Familiale

Le Service d'Economie Familiale (regroupement d'anciennes Saint-Vincent-de-Paul à vocation de dépannage) a invité le Service d'Action Communautaire à participer à son opération-bilan-réorientation qui avait comme question-guide : "Un service peut-il être autre chose que du "patchage"?" Le comité d'évaluation se réunit aux quinzaines. Après avoir fait l'historique du S.E.F. (évolution de son leadership, de son membership et de sa pratique du temps qu'il était rattaché au C.L.S.C. et depuis qu'il est polarisé par la C.A.C.) nous avons arrêté les conditions minimales pour que le service dépasse sa fonction bourgeoise de patchage et devienne un outil de conscientisation et d'apprentissage au service de l'organisation populaire qu'est la C.A.C.

h. Coopérative d'habitation

De récente naissance, ce groupe technique a pour objectif l'élargissement de l'accessibilité des locataires à la propriété (forme coopérative, copropriété, condominium). Il est pour le Service d'Action Communautaire le groupe qui travaille au développement d'une

alternative dans le domaine du logement. Il est potentiellement celui qui pourra prendre le leadership dans l'articulation autonome (détachée des institutions) du front-logement. Aussi, avons-nous des liens techniques étroits comme une collaboration informelle avec ce groupe. Le Service d'Action Communautaire lui souhaite un développement rapide.

i. Le Service d'information juridique - logement

Le Service d'Action Communautaire s'est vu confié la succession de l'ancien comité-logement Hochelaga-Maisonneuve dont une de ses pratiques consistait à donner de l'information juridique aux locataires aux prises avec leurs propriétaires. Après étude et bilan du front-logement depuis 1966, le Service d'Action Communautaire en est arrivé à la conclusion que ce service n'était que supplétif et que dans la conjoncture actuelle (crise accentuée du logement), il pouvait créer l'illusion que les lois, si elles étaient appliquées, pourraient défendre les intérêts des locataires. Ce qui est totalement faux. Aussi, le Service d'Action Communautaire n'a pas éliminé ce service. Il donne effectivement le plus d'informations possibles mais en expliquant le véritable rôle des lois et de la Régie des loyers et en démontrant les causes réelles des difficultés séculaires et perpétuelles dans le domaine du logement. Le Service d'Action Communautaire estime, cependant, que ce service accapare beaucoup trop d'énergies et de temps pour ce qu'il peut représenter en terme de mobilisation et d'organisation.

j. Le programme spéculation - logement

L'analyse du front-logement depuis 1966 a clairement identifié les fausses contradictions sur lesquelles ce front s'est appuyé pour se développer (locataires versus propriétaires, logement privé versus logement publique, etc.). Avec l'arrivée des infrastructures de transport (autoroute et métro) les capitalistes se sont faits défrayer par les taxes des travailleurs les conditions objectives pour jouer à fond la carte de la spéculation leur permettant d'exploiter le quartier en fonction de leurs intérêts. Aussi, le Service d'Action Communautaire a décidé de s'attaquer (sans tradition ailleurs) à cette réalité et de tenter d'élaborer une stratégie d'intervention qui parte de cette contradiction principale. L'analyse (un travail de Bénédictin) a été faite sur les 450 propriétés entourant la station Joliette. Une offensive d'information auprès des résidents est prévue pour le printemps (devant tester les niveaux de conscience) pour susciter un début de mobilisation en vue d'élargir le noyau-spéculation qui prendra sur lui d'accroître et de pousser plus loin la stratégie et l'organisation.

Expérience faite, le front du quartier comme le front du travail, pour cette première année, s'est laissé beaucoup définir par des éléments conjoncturels. Cependant, la multiplicité des contacts avec les différents groupes du quartier nous a permis de contribuer à la consolidation de leurs acquis et à la précision de leurs objectifs, en cela, favorisant le rapprochement et un début de jonction des organisations ouvrières et des organisations populaires.

La pratique nous a aussi appris à ne jamais prêter flanc à la

récupération des expériences populaires. Toujours, nous avons précisé le type de rapports que nous entendions développer et respecter avec les groupes autonomes, pour ne pas créer l'illusion que l'appareil d'Etat-C.L.S.C. pouvait assumer de bout en bout la transformation des rapports sociaux existants aussi bien dans Hochelaga-Maisonneuve comme ailleurs. Au contraire, la contribution de certains travailleurs rattachés à cette institution, bien qu'actuellement soutenue et pertinente, n'a aucune garantie de longévité. L'actuelle pratique possible et permise ne l'est que dans des conditions topiquement et actuellement favorables au niveau des directions locales et peut être, en un temps relativement court, balayée par ces mêmes directions, ou, plus vraisemblablement, par les véritables patrons que sont les hauts fonctionnaires et les politiciens du Ministère des Affaires Sociales.

Bref, le front du quartier a été une préoccupation majeure du Service d'Action Communautaire. Il y a investi beaucoup d'énergies et compte poursuivre en ce sens.

III. ANALYSE CRITIQUE DE L'INTERVENTION GLOBALE DU SERVICE D'ACTION COMMUNAUTAIRE PAR RAPPORT À L'ANIMATION SOCIALE DE LA DECENNIE '60

En janvier '75, le Service d'Action Communautaire avait arrêté quelques hypothèses de travail en termes de fronts et d'actions stratégiques. Au fur et à mesure qu'il les arrêtaient, il en vérifiait la pertinence par une pratique collée à celle des groupes existants. Finalement, il s'est taillé des blocs d'intervention lui appartenant en propre (planning, santé en milieu de travail, spéculation-logement).

Il s'était aussi arrêté quelques politiques minimales:

1. ne jamais doubler la pratique-terrain des groupes autonomes
2. mettre des ressources matérielles et professionnelles du C.L.S.C. au service des groupes autonomes
3. consolider l'autonomie des groupes et autonomiser d'entrée de jeu les groupes qui seront créés
4. favoriser la jonction des pratiques ouvrières et des pratiques populaires

Le Service d'Action Communautaire s'était aussi arrêté quelques hypothèses de travail en termes d'analyse, d'information, de mobilisation et d'organisation.

1. Analyse

Rapidement, nous nous sommes démarqués du type d'analyse dominant dans la société qui tend à ne constater que des "problèmes auxquels il faut apporter des solutions" ou encore qui "série les problèmes en les isolant les uns des autres en les présentant comme des inégalités qu'on peut régler groupe par groupe, type par type et cela, en montant des grosses ressources gouvernementales et/ou chromées". A notre avis, ce type d'analyse est spontanéiste, idéaliste et mystificatrice. Tant la maladie que l'incapacité de gérer un chèque de Bien-Etre sont des phénomènes de production sociale basée sur l'exploitation.

Ce n'est pas par hasard que l'on retrouve en même temps et dans un même lieu les plus hauts taux de maladie, de taudis, d'alcoolisme, de perte d'espaces verts, de malnutrition, de délinquance, de démolitions, de dépressions nerveuses, de fermetures d'usines, d'éclatements conjugaux, etc.; ce n'est pas un hasard mais une organisation froide, solide, raffinée, légalisée, normalisée, justifiée et maintes fois sacralisée. Ce ne sont ni des maux, ni des problèmes mais de l'exploitation dont vivent une panoplie de professionnels (de la santé, du social et du juridique). Plus les capitalistes (industriels, commerciaux, bancaires) exploitent, plus ça se détériore; plus ça se détériore, plus les professionnels ont de l'ouvrage. Nous sommes des petits-bourgeois vivant du changement (ou de la dégradation). Grâce à la pauvreté, nous vivons!

2. Information

Dans son approche, le Service d'Action Communautaire investit beaucoup pour lier les "problèmes" en les situant dans leur contexte explicatif de production. L'information doit nécessairement contenir l'ensemble d'une donnée; les effets et les causes, les victimes et les responsables. Elle n'est ni "objective", ni "neutre", ni "non-partisane". Toute information parle de la réalité ou masque la réalité. Lorsqu'elle parle de la réalité, elle devient nécessairement partisane en ce sens qu'elle ne fait pas que constater les phénomènes; elle les explique et en identifie les causes et/ou les responsables.

A ce point de vue, le Service d'Action Communautaire espère développer des outils de travail efficaces, accessibles et productifs.

3. Mobilisation

C'est sous ce chapitre que nous nous démarquons le plus de l'animation sociale de la décennie '60. Nous avons longtemps connu la "mobilisation de masse systématique". "Un problème, une mobilisation". "Un événement, une mobilisation". Le tout sans articulation théorique ni pratique rigoureuse. "Pourvu qu'on en parle". "Il faut que ça bouge". "Il y avait du monde". "Il s'en brasse des affaires". Etc. L'approche était activiste; on faisait appel au spontanéisme, croyant que plus ça grouille, plus ça va grouiller; plus ça va grouiller, plus ça va avancer. La réalité était tout autre. Plus ça grouillait, plus ça faisait

du sur place (c'était comme la danse du ventre! qui intéresse ou agace mais qui n'apporte pas à boire!). Personne ne savait où est-ce qu'on allait, mais tous croyaient qu'on y allait rapidement. Les réveils ont été douloureux. Une incroyable quantité d'énergies populaires ont été brulées par du vent. D'illusions (créées par l'activisme) en déceptions (dûes au spontanéisme) et cela à répétition. on a finalement réussi à avoir raison des éléments chauds et dynamiques des milieux qui se sont littéralement tués à la tâche et qui devant des échecs répétés ont finalement décidé de rentrer chez eux démobilisés, fatalistes, ne croyant plus qu'il était possible de faire quelque chose.

Les militants ont reconnu devant ce type d'intervention leurs erreurs théoriques et pratiques et ont depuis changé leur fusil d'épaule.

Dans toute action; primo, ne jamais crée l'illusion de solution immédiate; secundo, s'assurer d'abord et avant tout de la constitution d'un noyau pouvant assumer la direction de la mobilisation; tertio, mobiliser en fonction d'objectifs concrets, précis et accessibles. Ce sont là les conditions objectives minimales pour assurer au développement de tout front un minimum d'avancée et de continuité dans la mobilisation. Pour sortir de la répétition des flambées de feux de paille qui produisent bien peu de chaleur pour trop de lumière (et encore pour un temps bien restreint), il faut effectivement encadrer l'action dans une organisation (faire un poêle!) qui accumule l'expérience, la mûrit, la réchauffe et la reprojette dans une mobilisation incessante et toujours plus grande. Mais cette organisation ne naît pas de génération spontanée. Elle est le fruit d'un noyau formé ou à former qui s'approprie le front de lutte, son analyse

et son contrôle et le gère en fonction de ses objectifs précis et ultimes.

Au Service d'Action Communautaire, nous sommes loin de favoriser systématiquement la mobilisation de masse "tout-de-suite et souvent". La question du noyau nous importe d'abord. La lutte de la garderie nous a confirmés dans cette hypothèse. A défaut d'un noyau formé et solide, le leadership de la lutte a changé de mains et la lutte elle-même a pris une autre allure.

4. Organisation

La question de l'organisation est fondamentale. C'est elle qui au bout de la ligne assure le succès ou l'échec de toute l'opération. Les caractéristiques visées sont: un membership majoritairement ouvrier ou populaire, un leadership de centralisme démocratique, une pratique plus offensive que défensive et une solidarité organique avec d'autres organisations ouvrières et populaires.

L'organisation est l'outil essentiel pour mener et conduire à bonne fin les actions et la mobilisation. C'est la rampe de lancement nécessaire dans le développement de toute stratégie. C'est elle qui peut changer le rapport de force et donner à l'action le tranchant nécessaire pour faire des sauts qualitatifs. Dans le contexte actuel, sans parti ouvrier, ces organisations combinent difficilement leurs actions. Cependant, elles sont actuellement autant d'écoles de formation et de militance que des instruments de défense des intérêts de la classe ouvrière et des couches populaires.

Pour le Service d'Action Communautaire, il est de prime impor-

tance de consolider les organisations déjà existantes dans le quartier et de favoriser la naissance de nouvelles organisations pour assumer sur le plus grand nombre de fronts possibles la défense et la promotion des intérêts des ouvriers et des couches populaires. D'où un investissement attentif en ce domaine.

C O N C L U S I O N

Au cours de cette première année complète d'activités, le Service d'Action Communautaire s'est heurté à trois types de contradictions: des contradictions professionnelles, des contradictions organisationnelles et des contradictions idéologiques.

1. Contradictions professionnelles

Historiquement, les pratiques professionnelles se sont développées "en réponse spécialisée aux différents maux" (maux étant ce qui sanitaire et socialement est divergent par rapport à la "normalité" dominante) de la collectivité.

Dans notre type de société, les professions fleurissent. Plus il y a de maux, plus il y a de professionnels. Par exemple, ces 15 dernières années, le Québec a connu une augmentation des effectifs psycho-psychiâtriques de l'ordre de 1,315%. "Apparence que le monde n'est pas pour autant moins fou. Au contraire !" Ce qui est vrai pour la profession psycho-psychiâtrique ne l'est pas moins pour la profession médicale, sociale ou juridique. Le professionnalisme se développe "en réponse à" et non pas en alternative.

Exemple: le monde ne se retrouve plus dans le fouillis légal ou juridique, dans la jungle des lois. Qu'est-ce qu'il est possible de faire socialement? Ou bien on simplifie les lois pour que le monde comprenne

et puisse s'autonomiser et s'approprier leur propre défense; ou bien, on produit des professionnels spécialistes qui prennent sur eux (moyennant rémunération et grosse rémunération habituellement!) de faire ce travail. Nous sommes donc en présence de gens qui vivent d'un savoir spécialisé, construit "en réponse à" une maladie sociale (la jungle des lois). S'il se trouve que ce sont ces mêmes spécialistes qui, tirant leurs revenus de ce fouillis, font les lois, il y a de fortes chances qu'au lieu de les simplifier, ils les compliquent davantage, justifiant doublement leur spécialité, leur travail et leur salaire. Leur profession est une réponse au mal qu'est le fouillis. Si à côté d'eux, il y a quelqu'un qui essaie systématiquement, lui, de développer non pas une réponse au fouillis mais une alternative au fouillis (par exemple: une stratégie pour que les lois soient simples; et pour qu'elles soient simples, il faut qu'elles soient égales pour tous; et pour qu'elles soient égales pour tous, il faut qu'il n'y ait pas d'exceptions pour les gros; et pour qu'il n'y ait pas d'exceptions pour les gros, il ne faut pas que ce soient les gros ou des gens payés par les gros qui les fassent; etc. etc., et tout cela doublé par une offensive populaire en terme d'information de telle sorte que le monde sache, comprenne, et se défende lui-même), il y a de fortes chances que cet avocat progressiste soit boycotté et rejeté du Barreau; car il élimine au bout de la ligne la raison d'être de la "classe avocate".

Et on peut passer en revue toutes les professions existantes et y retrouver ce même "pattern". Globalement, en effet, les professions vivent des maux. S'il n'y a plus de maux, il n'y a plus de profession. Et comme, habituellement, les professions sont relativement mieux rémunérées que l'en-

semble des travaux, il y a de fortes chances qu'il n'y ait pas beaucoup de professionnels pour travailler à développer l'alternative qui au bout de la ligne élimine les maux et fait disparaître (en réduit sensiblement l'importance) les professionnels pour les reclasser au niveau de l'ensemble, c'est à dire au niveau de la classe ouvrière.

Tout cela peut paraître un peu gros et pourtant c'est la réalité bien concrète (il n'y a pas de chose plus concrète que l'argent de son salaire!).

Mais, il n'y a pas que l'aspect économique. Il y a l'aspect politique. En effet, comme professionnel, on est quand même mieux organisé que l'ensemble du peuple. On a nos corporations professionnelles nos confrères ou consocurs en hauts lieux, du monde de notre classe dans d'autres professions qui, eux aussi, ont leurs confrères en hauts lieux, etc..etc. On a du vocabulaire, on s'exprime bien, on peut faire valoir publiquement notre point de vue. Et quand ça ne réussit pas, ou que ça ne passe plus, on contacte nos confrères en hauts lieux et ailleurs pour "bien faire comprendre notre point de vue et faire voir comment, effectivement, notre point de vue est tout ce qu'il y a de plus normal. de plus juste, de plus raisonnable, et même que ça rejoint le bien être de tout le monde"(incluant le nôtre, évidemment!),etc.

Et il y a l'aspect culturel. Effectivement, nous autres, les professionnels, on travaille avec notre tête. On est allé au CEGEP et à l'Université. On a des diplômes, on a beaucoup étudié. Vraiment, on n'est pas des nés creux! On est du monde capable et sérieux. On a du savoir, des techniques; on peut régler un certain nombre de problèmes que

le monde ordinaire ne peut pas régler par lui-même. C'est pour ça qu'ils viennent nous voir. Ils reconnaissent en nous des hommes et des femmes compétents qui peuvent faire quelque chose. Et effectivement, on peut souvent faire quelque chose parce qu'on sait des choses. Et quand on est tout un groupe à "savoir" chacun des choses différentes, on est quand même utile, reconnu, apprécié, demandé. C'est ce qui fait qu'on est reconnu socialement. On est nécessaire et même parfois indispensable.

La situation est un peu différentes pour les travailleurs. Effectivement, avec 10% de chômage, individuellement, les travailleurs ne sont pas si nécessaires ou indispensables que ça. Il y a du monde qui peuvent les remplacer. Et comme ce sont surtout des travaux manuels "que tu exécutes mécaniquement et où tu ne te sers pas beaucoup de ta tête, ça pose moins de problèmes. Tu es du monde ordinaire" en ce sens là." Un ordinaire peut sans difficulté remplacer un autre ordinaire!

Si comme professionnel, on est à la fois relativement mieux assis économiquement, mieux placé politiquement et plus reconnu socialement, il y a de fortes chances qu'on travaille dans le sens de ne pas amoindrir sa position sociale avantageuse mais au contraire de travailler dans le sens de l'accroître en valorisant et en monopolisant son savoir, sa pratique, son institution, de telle sorte que le monde dans ses contacts avec nous renhausse davantage notre position, la justifie et même la défende. De plus en plus désappropriés au plan de la santé et du social, ils vont de plus en plus courir à nous pour avoir leur dû sanitaire et social. Et en leur "donnant" (ce que, en fait, on leur a enlevé) ils nous remercient beaucoup parce qu'on est bien bon avec

eux, parce qu'ainsi on est finalement "charitable".

La logique professionnaliste, consciemment ou inconsciemment, porte tout cet héritage historique et défend concrètement les intérêts bourgeois. Peut-être nous n'en avons qu'une relative conscience et notre propos n'est pas de nous culpabiliser comme professionnels. Cela ne nous avancerait à rien. D'ailleurs, la contradiction professionnelle s'exprime rarement à ce niveau-là. Au C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve, c'est sur le terrain qu'elle a pris forme et souvent sous des aspects comme le curatif versus le préventif, le perfectionnement des techniques (professionnaliser, planifier, rationaliser) versus l'autonomisation sanitaire et/ou sociale des usagers, l'intervention individuelle versus l'intervention collective. C'est dans ce composé de contradictions secondaires que se révèle la contradiction fondamentale des analyses, des méthodes, des ressources et des interventions. Evidemment, dans la conjoncture interne actuelle du C.L.S.C., rien de tout cela n'est tiré au clair. Il s'en discute beaucoup informellement. Le groupe de réflexion sur les visites à domicile a mis en forme quelques pistes clarifiant le débat. Il ne nous est pas demandé de quitter nos champs de pratiques mais plutôt de les révolutionner. Et pour ce faire, il faut continuer à aménager d'autres conditions favorisant l'approche globale, la multidisciplinarité, et l'autonomisation des groupes.

2. Contradictions organisationnelles

Pour gagner ses titres de noblesse, une pratique professionnelle dominée (moins professionnaliste, moins curative, moins individuelle) se développant en contradiction par rapport à une pratique professionnelle dominante (plus professionnaliste, plus curative, plus individuelle) doit se donner organisationnellement la plus grande autonomie possible. En fut-il ainsi pour le Service d'Action Communautaire qui dès sa reconstitution, s'est vu confier la tâche de fixer les objectifs, de préciser les modes d'approche et de développer la pratique de l'organisation communautaire au C.L.S.C. Hochelaga-Maisonneuve. Le Service d'Action Communautaire avait la responsabilité d'élaborer, de mettre des priorités et de réaliser une programmation qui tiennent compte à la fois de la pratique dans le quartier et des ressources et de la pratique des autres modules du C.L.S.C. Le tout s'est fait dans un espace suffisamment large quant à notre liberté de manoeuvre que nous avons pu nous donner un mode de fonctionnement qui a permis l'avancée des politiques, des fronts et des actions qui dans le concret ont connu jusqu'à maintenant un certain succès et qui se sont inscrits dans une stratégie globale de promotion de l'alternative sociale.

Nous avons voulu éliminer le plus possible les rapports hiérarchiques et bureaucratiques dans l'organisation interne du service particulièrement, de telle sorte que nous ayons le moins d'entraves possibles pour coller le mieux et le plus immédiatement possible à la réalité

mouvante du quartier et du C.L.S.C.

Il se peut que ce mode de fonctionnement et d'organisation se situe en contradiction par rapport au mode dominant de l'institution elle-même. Cependant, il a permis à l'action communautaire de se tailler une place au soleil de la pratique professionnelle, d'entrer en interaction dynamique avec d'autres professionnels (programmes multidisciplinaires) et de constamment s'ajuster en fonction de la pratique des groupes autonomes du quartier qui défendent les intérêts de la classe ouvrière et des couches populaires.

En rien, il ne nous faut concéder quoi que ce soit au chapitre de l'autonomie du service. Se laisser définir par les groupes autonomes et les intérêts qu'ils défendent, commande souplesse, rapidité et ajustements fonctionnels. Pour ce faire, le Service d'Action Communautaire doit dans la plus grande mesure du possible demeurer propriétaire de son travail, de son organisation et de sa production. Ce étant, il lui restera à rencontrer certaines normes minimales du fonctionnement et de l'organisation hiérarchique et bureaucratique qui sied à tous les appareils d'Etat dont fait partie le C.L.S.C.

3. Contradictions idéologiques

De toutes les contradictions rencontrées, les plus évidentes demeurent celles d'ordre idéologique.

Les travailleurs du C.L.S.C. ne s'entendent pas tous pour identifier les mêmes ennemis exploiters et les mêmes exploités. Parfois même, il leur arrive d'intervertir leurs identifications et considérer comme ennemis leurs propres camarades de travail

Les problèmes ne sont pas les mêmes pour tous. Pour les uns, ce sont des problèmes exclusivement d'ignorance ("il faut informer, éduquer"); pour d'autres, des problèmes exclusivement de solitude, de désespoir ("il faut les regrouper, les refunctionaliser"); pour d'autres, des problèmes exclusivement d'incapacité physique et mentale ("il faut des soins de santé et psychiâtriques"); pour d'autres encore, des problèmes exclusivement économique-social ("référer, dépanner, faire valoir les droits"); pour d'autre enfin, des problèmes d'exploitation consciente ou inconsciente de la part de ceux qui font de l'argent à même la force de travail que le peuple est obligé de vendre pour vivre ou survivre. Tous constatent des problèmes. Là où ça diffère, c'est dans la hiérarchisation de ces mêmes problèmes et dans l'explication de leur provenance. Est-ce des "bad lucks" accidentelles? Est-ce des inégalités un peu trop chroniques? Est-ce une exploitation bien ramifiée et orchestrée? Le débat est toujours ouvert.

Nous ne nous entendons pas tous non plus sur le rôle véritable de l'Etat, de ses appareils et de ses lois dans une société comme la nôtre. Certains vont jusqu'à prétendre que l'Etat est au service du bien commun, au service des plus démunis.

Aussi, nous sommes divergents quant aux solutions à apporter.

Les uns croient qu'il faut effectivement multiplier les services; les autres qu'il faut plutôt faire attention et inscrire ceux qui existent déjà dans une stratégie plus globale. D'autres enfin, qu'il faut systématiquement renhausser à même nos ressources les organisations sanitaires et sociales qui sont sous le contrôle de ceux qui effectivement peuvent finir par changer radicalement quelque chose dans l'organisation sociale.

Finalement, on diverge peut-être aussi sur la réalité des hommes. Il y en a qui croient que si quelqu'un est pauvre, exploité, c'est de sa faute à lui et que les capitalistes n'ont rien à voir là dedans. Que si "y voulait, y pourrait". Que si "y veut pas c'est parce qu'il n'est pas intelligent et que s'il n'est pas intelligent...alors là, c'est peut-être que la nature ne l'a pas favorisé et que si la nature ne l'a pas favorisé c'est peut-être que le bon Dieu l'a voulu ainsi, ou, pour être plus moderne, qu'il est né sous de mauvais astres. Il n'a pas le bon signe!